

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°120 - 24 mai 2012

Reprendre la main sur la finance

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 25 mai 2012

Démocratie & Socialisme

L'annonce des plans de licenciements (Conforama, Hewlett Packard,...) n'est malheureusement pas une surprise ! Et ce n'est sans doute pas fini car Sarkozy avait demandé au patronat d'attendre les élections pour les rendre publics. Symboles de la crise du capitalisme, de la concurrence féroce que se livrent les grands groupes, de l'étranglement de leurs sous-traitants, ces licenciements (parfois uniquement justifiés par la volonté de faire toujours plus de profits) sont un défi pour le tout nouveau gouvernement de gauche. La désindustrialisation, la perte de 750 000 emplois industriels en France en 10 ans, nécessitent des mesures rapides et une politique volontariste sur le long terme. Le seul marché a montré son incapacité à répondre aux besoins industriels et sociaux du pays. Le cas des chantiers navals de St Nazaire, dernier chantier naval civil en France, est emblématique. Seule une garantie forte de l'État peut permettre de réunir le financement pour tout nouveau projet de bateaux. Or aujourd'hui, l'État n'est actionnaire qu'à 33% du chantier naval ! Comment assurer l'avenir sans reprise de contrôle du chantier par l'État ?

En finir avec la toute-puissance de la finance

Une banque publique d'investissement, ancrée dans les régions est une nécessité. Il faut aller vite sur ce sujet. Mais il faut aussi remettre, plus fondamentalement, le travail productif au coeur de l'économie. En finir avec une finance arrogante qui ruine l'économie réelle ! Car il y a urgence, une urgence sociale qui monte dans le pays !

Une autre politique européenne, visant à réduire drastiquement le rôle des marchés financiers, est essentielle. Les résistances seront fortes. Une France dirigée par la gauche peut trouver des alliés, que ce soit auprès d'États européens étranglés par la crise financière, mais surtout auprès des peuples d'Europe qui n'en peuvent plus de n'avoir comme seul horizon l'austérité encore et encore. Cela nécessite des mesures radicales : n'est-ce pas ce que propose François Hollande quand il dit et répète que la BCE doit baisser ses taux et prêter directement aux États ?

Solidaires du peuple grec

Les créanciers internationaux de la Grèce veulent lui imposer coûte que coûte ces mesures d'austérité contenues dans un document appelé memorandum, réalisé sous l'égide de la troïka : Fonds monétaire international, Banque mondiale, Union européenne. Quel acharnement contre la Grèce dont le PIB ne représente que celui d'un département comme les Hauts-de-Seine ! Les Grecs ont déjà voté contre l'austérité, tout en indiquant leur volonté de rester dans la zone Euro. Ils s'apprêtent à le refaire, le 17 juin prochain. Notre solidarité leur est acquise. Ce n'est pas aux peuples de payer mais bien aux créanciers, à l'origine de cette crise. Comme en Islande, où le sursaut populaire a imposé de faire payer l'essentiel de la dette par les créanciers eux-mêmes et a sorti le pays du gouffre où la crise l'avait plongé (1).

Donner une majorité au changement

Les 10 et 17 juin, on votera aussi en France. Face à la droite française, mais aussi contre tous les conservateurs européens notamment ceux au pouvoir en Allemagne, il nous faut confirmer la victoire du 6 mai. Bien sûr, nous aurions préféré un accord de toute la gauche avant ces législatives. Malgré l'absence de cet accord national, une candidature unique face à Marine Le Pen aurait été une bonne chose. Tout cela, trop tardif, n'a pas été possible pour différentes raisons (exigences fortes de certains partenaires du PS, manque d'habitude de ce même PS à travailler avec d'autres formations que ses alliés traditionnels...). Mais l'heure n'est pas à tirer ces bilans, mais bien à rassembler face à la droite et à l'extrême-droite !

Reprendre la main sur la finance

Ces difficultés à réunir toute la gauche renvoient aussi sans doute aussi à un débat au sein même de certaines forces de gauche sur l'attitude à avoir face au gouvernement de François Hollande. Certains ne parient-ils pas déjà sur un possible échec pour être le recours ? Nous ne partageons pas ce point de vue. Nous voulons que la gauche réussisse, nous ne parions jamais sur son échec.

Les 10 et 17 juin, cela passe par le fait de donner une majorité à François Hollande, pour un gouvernement de la gauche unie !

(1) Voir l'article d'Edwy Plenel dans Mediapart (« Nous sommes tous des Grecs »)